

print

## Ukraine: Les États-Unis menacent de «réexaminer le déploiement de leurs forces

De [Chris Marsden](#)

Global Research, avril 10, 2014

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/ukraine-les-etats-unis-menacent-de-reexaminer-le-deploiement-de-leurs-forces/5377375>

Le secrétaire d'État américain, John Kerry, a accusé mardi la Russie d'être derrière les manifestations séparatistes en Ukraine orientale et a dit que Moscou devait «publiquement désavouer les activités des séparatistes, des saboteurs et des provocateurs» s'il ne veut pas «subir des conséquences plus graves».

Témoignant devant les membres de la commission du Sénat sur les relations étrangères, Kerry a déclaré, «Tout simplement, ce que nous voyons de la part de la Russie est une tentative illégale et illégitime de déstabiliser un État souverain et de forcer une crise avec des agents payés qui interviennent au-delà d'une frontière internationale.»

L'objectif, a-t-il dit, serait de créer un prétexte pour d'autres incursions russes en territoire ukrainien.

Si la diatribe hypocrite de Kerry n'était pas au service d'objectifs aussi dangereux, elle serait risible – étant donné que l'Ukraine est maintenant dirigée par un régime installé par Washington qui a admis y avoir investi 5 milliards de dollars. Mais Kerry cherche à créer un prétexte pour lancer une attaque contre la Russie.

Kerry a téléphoné au ministre des Affaires étrangères russe Sergei Lavrov pour organiser des négociations entre de hauts responsables de la Russie, des États-Unis, de l'Ukraine et de l'Union européenne (UE) prétendument pour calmer les tensions. Mais en réalité, Washington continue ses actions militaires à la fois en Ukraine et autour de celle-ci.

Derek Chollet, sous-secrétaire à la Défense chargé des affaires de sécurité internationale, a déclaré mardi à la commission de la Chambre des représentants sur les services armés que le destroyer USS Tuxtun allait demeurer plus longtemps en mer Noire et qu'il serait rejoint par un autre navire dans une semaine.

«Bien que ne cherchons pas une confrontation militaire avec la Russie», a-t-il dit, l'annexion «illégal» de la Crimée le mois dernier et les «menaces militaires» continues contre l'Ukraine et d'autres États voisins risquent de pousser les États-Unis «à réexaminer le déploiement de leurs forces en Europe», a indiqué le *Washington Post*.

Mardi, Moscou a accusé les États-Unis d'envoyer des mercenaires pour mater les manifestants des villes d'Ukraine orientale de Kharkiv, Donetsk et Luhansk qui exigent la tenue d'un référendum pour rejoindre la Russie.

Une déclaration du ministère des Affaires étrangères russe a indiqué que l'Ukraine entend supprimer les troubles avec «des forces internes resserrées et des unités de la Garde nationale avec la participation de combattants du groupe armé illégal Secteur droit», en coopération avec «150 experts américains de l'organisation militaire privée "Greystone"» déguisés en soldats réguliers.

«Nous appelons à la fin immédiate de tous préparatifs militaires qui menacent de déclencher une guerre civile», affirme ce communiqué.

Lundi, le président par intérim de l'Ukraine, Oleksander Turchynov, et le premier ministre Arseniy Yatsenyuk ont tous deux accusé la Russie d'organiser les manifestations en préparation à l'annexion par la force du territoire ukrainien. Turchynov a accusé «les groupes séparatistes coordonnés par les services spéciaux russes» pour des actions qui, d'après lui, prouvent que «les ennemis de l'Ukraine tentent de jouer le même scénario qu'en Crimée», et Yatsenyuk a dit que la Russie tente de diviser l'Ukraine et d'en transformer une partie en «un territoire d'esclavage sous dictature russe».

À Paris, le secrétaire générale de l'OTAN, Anders Fogh Rasmussen, a prévenu la Russie que si elle devait «intervenir encore plus en Ukraine, ce serait une erreur historique».

Le régime pro-occidental en Ukraine a réagi brutalement aux manifestations pro-Russes. Dans une opération qualifiée d'«antiterroriste», la police a arrêté mardi à Kharkiv 70 manifestants qui avaient envahi le bâtiment régional du gouvernement. Le ministre de l'Intérieur Arsen Avakov a écrit sur *Facebook*, «Une opération antiterroriste a été lancée. Le centre de la ville est bloqué ainsi que les stations de métro. Ne vous inquiétez pas, une fois que nous aurons fini, nous les ouvrirons.»

Le ministère de l'Intérieur a déclaré que ceux qui sont détenus sont accusés d'«activités illégales liées au séparatisme, d'organisation de troubles de masse, de dommages à la santé humaine» ainsi que d'infractions à d'autres lois. Turchynov a menacé que ceux qui ont envahi le bâtiment – précisément la tactique employée par les «manifestants» à Kiev durant le coup d'État qui a mis le régime actuel au pouvoir – seront traités comme des «terroristes et des criminels» et poursuivis devant les tribunaux avec toute la rigueur de la loi.

La veille au soir, la police a utilisé des lances à incendie, des grenades incapacitantes et des gaz lacrymogènes pour repousser les manifestants du bâtiment. Ceux-ci ont répliqué par des cocktails Molotov qui ont mis le feu au premier étage du bâtiment.

Victoria Siumar, la directrice adjointe de la sécurité nationale ukrainienne, avait déclaré plus tôt lundi que les forces spéciales avaient repris le contrôle du bâtiment SBU des services de sécurité d'État à Donetsk. Ceux qui ont été arrêtés au cours de l'opération ont été emmenés dans des centres de détention de la police dans les villes de Poltava et Zaporijya et sont accusés de séparatisme, de violence et de participation à des manifestations de masse, a-t-elle indiqué.

Donetsk est la ville natale de l'ex-président ukrainien Viktor Ianoukovitch, déposé par le coup d'État soutenu par les États-Unis en février. Les manifestants qui ont occupé le bâtiment public appelaient à un référendum sur une sécession d'avec l'Ukraine qui aurait lieu le 11 mai – une demande qui a aussi été faite à Luhansk.

Des négociations ont été rapportées entre les manifestants de Donetsk et un oligarque local, Rinat Akhmetov, l'homme le plus riche d'Ukraine, qui contrôle presque la moitié des industries sidérurgiques, minières et thermoélectriques d'Ukraine. Lui-aussi a menacé les manifestants de répression, mais il a appelé à ce que les régions d'Ukraine aient plus d'autonomie.

Le gouvernement a déclaré que les «radicaux» gardaient 60 personnes en otage dans les quartiers généraux de la division des services de sécurité de Luhansk.

Pendant ce temps au parlement, les partis au pouvoir ont fait passer une loi qui sanctionnera toute personne qui soutiendrait une séparation d'avec l'Ukraine. Cette loi qui interdit aux groupes et aux individus d'appeler au séparatisme a été passée par 230 voix sur 450 parlementaires au total. Tous les membres du Parti

communiste, qui soutenait le Parti des régions de Ianoukovitch, se sont abstenus de voter.

Durant les préparatifs du vote, Vitali Klitschko, chef du parti Alliance ukrainienne pour les réformes démocratiques, a déclaré que l'Ukraine était maintenant confrontée à «une vraie guerre» en raison des événements de Kharkiv et Donetsk.

Le chef du Parti communiste (PC) Petro Symonenko a été attaqué physiquement par des membres du parti d'extrême droite Svoboda quand il a répliqué à Klitschko. Parlant des manifestants pro-Russes en Ukraine orientale, il a suggéré que c'étaient les nationalistes qui avaient créé un précédent pour l'invasion des bâtiments publics au cours de leurs manifestations contre Ianoukovitch. «Vous faites tout aujourd'hui pour intimider les gens. Vous arrêtez les gens, commencez à vous battre contre des gens qui ont un point de vue différent», a-t-il dit.

Confirmant cela, deux députés de Svoboda se sont emparés de lui et ont tenté de l'éloigner du pupitre. Une rixe a alors éclatée entre les parlementaires PC et ceux de divers autres partis.

Mardi, Lavrov a dit, «Nous sommes prêts à envisager un cadre multilatéral, dans lequel les camps européen, américain, russe et ukrainien seraient représentés.» Mais il a ajouté que la rédaction de la nouvelle constitution ukrainienne avait besoin d'être présentée avant la réunion pour permettre la représentation des régions ukrainiennes. Il a déclaré aux journalistes, «Je ne pense pas que les oligarques qui ont été nommés gouverneurs des régions représenteront suffisamment le sud et l'est de l'Ukraine.»

Lundi dans le *Guardian*, Lavrov a incité au dialogue sur l'Ukraine et a dénoncé les États-Unis et l'UE pour avoir refusé de coopérer et préféré la confrontation. Pour lui, la Russie a «soutenu la volonté de Kiev de consultations urgentes entre l'Ukraine, la Russie et l'UE pour discuter de l'harmonisation du processus d'intégration», a-t-il affirmé, mais cela a été refusé en raison de «la ligne improductive et dangereuse que l'UE et les États-Unis ont adoptée depuis longtemps».

Il a ajouté qu'«un soutien massif a été apporté aux mouvements politiques favorables à l'influence occidentale» pour «s'emparer du pouvoir à Kiev [...] avec la participation directe des ministres et d'autres représentants des États-Unis et des pays de l'UE».

Lavrov a insisté sur le fait que la Russie est favorable à «un système de sécurité égale et indivisible dans la région euro-atlantique», mais les États occidentaux ont à la place «mené des vagues successives d'expansion de l'OTAN, avancé l'infrastructure militaire de l'alliance vers l'est et commencé à déployer des systèmes de défense antimissile».

**Chris Marsden**

Article original, [WSWS](#), paru le 9 avril 2014

Copyright © 2014 Global Research